

Les grands groupes : grands, et alors ?

Une conférence de qualité. Un orateur compétent et sincère. Des présentations et des questions pertinentes. Des acteurs que l'on croit connaître : ces grands groupes, chefs de file de l'industrie nationale, aux yeux du public et des médias. Et pourtant.

Et pourtant, j'ai du mal à savoir ce qui se dégage de ces échanges. Ils ont eu lieu en février. Je les ai écoutés deux fois depuis. Mais je peine à saisir ce qui justifiait de consacrer une conférence entière à ces grands groupes industriels, dont la définition elle-même, je l'ai appris ce soir-là, est floue selon qu'elle s'attache à la forme juridique, à l'importance du chiffre d'affaires ou au nombre de ses salariés. Un grand groupe au fond, c'est une entreprise qui fait en grand ce que d'autres font petit. Mêmes enjeux de compétitivité, de capital humain, d'innovation. Mais comme ils sont plus gros, ils pèsent davantage. Ils pèsent tout court : ce sont eux que l'on connaît, que l'on invite dans les médias, qui ont un accès au pouvoir, qui organisent les filières de formations, qui entraînent leurs fournisseurs dans l'innovation. Ou devraient le faire.

Mais qu'est-ce que cela change au fond ? Dans l'économie industrielle capitaliste et mondialisée qui est la nôtre, ils rendent des comptes à leurs actionnaires, et tant pis si leurs décisions industrielles ne profitent pas à au pays où se trouve encore souvent leur siège social ; ils se plient aux règles du commerce international, même quand tous les acteurs ne les appliquent pas avec la même rigueur ; ils privilégient le moyen et le long terme, en se méfiant du temps politique, tellement court.

Cela veut-il dire qu'ils ont plus de marge de manœuvre ? Ce n'est pas de qui ressort du discours de vérité de Philippe Varin. Comme les autres, les grands groupes sont au pied du mur. Raréfaction de l'argent public. Un système qui laisse 65 000 jeunes sur le bord de la route chaque année dans les lycées professionnels. Des acteurs qui peinent à se structurer pour mutualiser la recherche et le développement. Des traditions industrielles régionales qui, partout en Europe, font obstacle à une politique commune, pourtant indispensable face à la Chine et aux États-Unis.

Le tableau est sombre.

En fait, j'ai compris : j'ai eu du mal à faire mon billet d'humeur car il est trop sombre. Mais j'ai peut-être bien fait de ne pas écrire trop vite. Ce cycle de conférences, dans son ensemble, m'a apporté bien plus qu'un éclairage sur l'industrie française : quelques raisons d'espérer en sa renaissance. Les échanges de la résidence de juillet, à la veille de rendre public le manifeste porté par notre collectif citoyen et transpartisan, ont tempéré l'inquiétude que m'avait laissée février. Il existe des solutions consensuelles pour relancer notre outil productif. Et ce projet, pour réussir, doit être porté à tous les niveaux, car c'est un vrai projet de société : les citoyens, les acteurs industriels, les pouvoirs publics, les territoires, les instances internationales. Et les grands groupes.

Billet d'humeur de Pascale Heurtel
Conseillère histoire, culture et patrimoine
Conférence n°5 - Penser notre renaissance industrielle